

FEMMES ET DES RAPPORTS À CHANGER ENTRE L'ÉTAT ET L'ÉGLISE? GOUVERNANCE

8 DÉCEMBRE 2023

8 h 30 à 16 h 30


L'autre Parole
COLLECTIVE FÉMINISTE et CHRÉTIENNE

FEMMES

ET
MINISTÈRES

GRUPE
femmes
POLITIQUE
DÉMOCRATIE



Québec 

PROGRAMME DU COLLOQUE

8 h 30

Accueil et réseautage

9 h 00

Mot de bienvenue

9 h 15

**Panel 1 - Retour sur le Synode de Rome :
Y a-t-il eu des avancées pour les femmes?**

PANÉLISTES

Sami Aoun
Catherine Clifford
Marie-Andrée Roy

ANIMATION : **Françoise Guénette** - Facilitatrice

10 h 15

Échanges avec le public
(dans la salle et en ligne)

10 h 45

**Conférence - L'État, allié ou adversaire de
l'accès des femmes à la gouvernance de
l'Église?**

CONFÉRENCIÈRE : **Johanne Philipps**

11 h 15

Échanges avec le public
(dans la salle et en ligne)

12 h 00

Dîner \ réseautage

13 h 30

**Panel 2 - Enjeux juridiques - L'État a-t-il
vraiment des obligations juridiques envers
l'Église?**

PANÉLISTES

Jean-François Gaudreault-DesBiens
Louis-Philippe Lampron
Solange Lefebvre
Johanne Philipps

ANIMATION : **Françoise Guénette** - Facilitatrice

14 h 30

Échanges avec le public
(dans la salle et en ligne)

15 h 00

**Panel 3 - Enjeux politiques - Quelles sont les
pratiques que l'État doit revoir pour respecter
son engagement envers l'égalité?**

PANÉLISTES

Marie Bergeron
Pauline Côté
Marie Malavoy
Antoine Robitaille
Michèle Stanton-Jean

ANIMATION : **Françoise Guénette** - Facilitatrice

16 h 15

Conclusion - Et maintenant?

Denise Couture - Ph D. (théologie), professeure associée à l'Institut d'études religieuses - Université de Montréal. Présidente de la Société canadienne de théologie. (2016-2022) Membre de la collective féministe et chrétienne L'Autre Parole.

16 h 30

Mot de clôture



MOT DU GROUPE FEMMES POLITIQUE ET DÉMOCRATIE

La prolongation du Synode jusqu'à l'automne 2024 nous incite à nous pencher à nouveau cette année sur le patriarcat au sein de l'Église et sur les impacts de celui-ci sur les femmes, ici et conséquemment ailleurs dans le monde. Il apparaît une incohérence entre le fait que les chartes québécoise et canadienne des droits qui reconnaissent et proclament l'égalité comme valeur fondamentale de notre société accordent en même temps le droit de discriminer aux institutions religieuses, notamment l'Église catholique. Quelles sont les conséquences pour les féministes croyantes? Quels sont leurs- recours contre la discrimination et l'exclusion? Peut-on imaginer l'acceptabilité sociale de cette inégalité en 2023, au Québec et au Canada? L'État ne devrait-il pas remettre en question les privilèges qu'il accorde à l'Église?

Le Groupe Femmes, Politique et Démocratie remercie Femmes et Ministères et la collective L'autre Parole pour leur importante contribution au contenu et aux préparatifs de ce colloque. Le renforcement de la solidarité entre féministes sociales et féministes croyantes n'a qu'un seul but : faire éclater ce dernier plafond de verre!

Thérèse Mailloux
Présidente

MOT DE FEMMES ET MINISTÈRES

Au nom de Femmes et Ministères, bienvenue à ce colloque! Depuis plus de 40 ans, nous œuvrons à la reconnaissance effective des femmes dans l'Église catholique. Notre but est d'obtenir une véritable égalité entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de gouvernance.

Cet objectif d'égalité est partagé par toutes les personnes féministes, qu'elles soient militantes en politique, dans le monde syndical, dans l'armée, etc. Ces dernières années, nous avons travaillé avec le Groupe Femmes, Politique et Démocratie et la collective L'autre Parole afin de bâtir des solidarités plus larges. C'est pourquoi se trouvent réunies aujourd'hui des femmes et des hommes de différents milieux d'appartenance qui souhaitent que l'Église, ce dernier bastion du patriarcat, accède enfin à la modernité. Cet enjeu est crucial pour l'ensemble de la société. Autant l'engagement des femmes dans les sphères politiques aura contribué à transformer la société civile, autant l'accession des femmes à la gouvernance de l'Église contribuera à faire évoluer le discours et les pratiques religieuses, contribuant ainsi à l'émancipation des femmes.

De nouvelles pistes de réflexion et d'action vous seront présentées. Nous espérons qu'elles pourront donner un nouveau souffle à notre engagement féministe.
Bonne réflexion!

Marie Bergeron
pour Femmes et Ministères

MOT DE L'AUTRE PAROLE

La collective L'autre Parole se réjouit du partenariat avec le Groupe Femmes, Politique et Démocratie (GFPD) et avec Femmes et Ministères, pour soulever dans le cadre de ce colloque la question de la gouvernance dans l'Église catholique. Énoncée dans les chartes des droits, l'égalité des femmes et des hommes s'étend en principe à tous les domaines de la vie. Le GFPD travaille à consolider et à renforcer cette égalité dans le domaine politique au Québec. Qu'en est-il dans le monde religieux ? Religion majoritaire au Québec, l'Église catholique romaine bénéficie présentement d'une exemption de la charte des droits, davantage pour des raisons historiques que juridiques. Cette exception lui permet de perpétuer une discrimination des femmes et d'exclure celles-ci de sa gouvernance. Comment analyser cette situation ? Peut-on contester le patriarcat catholique par le biais du droit civil ? Comment remettre en question l'appui de l'État québécois au patriarcat catholique ?

Je salue le travail de collaboration des trois groupes qui a conduit à mettre en place cet angle d'approche innovateur de la gouvernance dans l'Église. Un merci spécial à l'équipe du Groupe Femmes, Politique et Démocratie pour l'organisation de la journée.

Bon colloque !

Denise Couture
pour L'autre Parole

MISE EN CONTEXTE

Un dernier plafond de verre

Depuis une cinquantaine d'années, les Québécoises ont pris leur place légitime dans tous les secteurs de l'activité humaine, économique, politique, culturelle, sociale. À géométrie variable, bien sûr, mais avec ténacité et solidarité. Et pourtant... à l'image du village gaulois d'Astérix, un dernier bastion du patriarcat résiste, qui a au Québec le visage de l'Église catholique, celle de la majorité. Toutes les grandes religions sont misogynes, dit-on, et privent les femmes de pouvoir décisionnel et sacramentel. Vrai. Mais pourquoi le Québec, un État qui se flatte d'être laïque et solidaire de l'égalité femmes-hommes, qui inscrit ces valeurs dans sa Charte, donne-t-il toujours à l'Église catholique le droit de discriminer les femmes croyantes, brimant ainsi la dimension spirituelle de leur citoyenneté ? Plus encore, cet État soi-disant neutre accorde plusieurs privilèges aux autorités religieuses. Poursuivant la réflexion entamée en 2022 sur la place des femmes dans la gouvernance de l'Église catholique, féministes chrétiennes et féministes sociales s'interrogent cette fois sur le rôle de l'État. Serait-il temps de faire le ménage dans les rapports ambigus liant l'Église et l'État ?

Quelques semaines après le Synode de Rome, qui aura permis - ou non ? - des avancées aux femmes, regardons cet État québécois, adversaire ou allié. Clarifions les enjeux juridiques, les vraies obligations de l'État envers l'Église. Et imaginons comment faire alliance politique pour fissurer le plafond.

PRÉSENTATION DES INTERVENANT.E.S

ANIMATRICE



© Kevin Dougherty

FRANÇOISE GUÉNETTE

Facilitatrice

Françoise Guénette est journaliste indépendante et animatrice. Elle a été reporter à la radio de Radio-Canada, co-rédactrice en chef du magazine féministe *La Vie en rose* et animatrice de quelques émissions de télévision, dont *Les Temps modernes* à Radio-Canada et *Droit de parole* à Télé-Québec.

Elle vit à Québec où elle a été chroniqueuse à la revue de presse à la radio matinale de Radio-Canada (de 2001 à 2011). Depuis plus de 20 ans, elle anime des assemblées publiques, débats et tables rondes portant sur des enjeux sociaux, politiques et culturels.

CONFÉRENCIÈRES



© Courtoisie

DENISE COUTURE

Ph D. (théologie), présidente de la Société canadienne de théologie (2016-2022). Secrétaire du Forum mondial théologie et libération. Membre de la collective féministe et chrétienne *L'autre Parole*.

Denise Couture est théologienne et féministe; elle est professeure associée à l'Institut d'études religieuses de l'Université de Montréal. Elle a été présidente de la Société canadienne de théologie de 2016 à 2022. Depuis 2021, elle est Secrétaire du Forum mondial théologie et libération. Mme Couture a publié, cette même année, *Spiritualités féministes. Pour un temps de transformation des relations* aux Presses de l'Université de Montréal. Elle est membre de la collective *L'autre Parole* depuis 1985.



© Courtoisie

JOHANNE PHILIPPS

Auteure et détentrice d'un Ph. D. en Sciences des religions - Université de Montréal

Johanne Philipps est auteure et détentrice d'un Ph. D. en Sciences des religions (Université de Montréal, janvier 2020) et l'auteure de la thèse *Comment le projet de laïcité québécoise est défavorable aux femmes. L'urgence de briser une évidence*. Membre de la collective L'autre Parole, elle est l'auteure de nombreux articles concernant les relations religions-État. Elle a œuvré comme intervenante en soins spirituels en milieu hospitalier.



© Émilie Tournevache, UQAM

MARIE-ANDRÉE ROY

Professeure titulaire au Département de Sciences des religions de l'UQAM - Co-directrice du Réseau québécois en études féministes (RéQEF) - Chercheuse, observatrice externe du Synode à Rome

Marie-Andrée Roy est sociologue, chercheuse et professeure titulaire au Département de Sciences des religions de l'UQAM. Elle est codirectrice du Réseau québécois en études féministes (RéQEF) et coresponsable du Chantier Religions, Féminismes et Genres, du RéQEF. Ses travaux de recherche portent sur les rapports sociaux de sexe et le pouvoir dans le champ religieux. Elle s'intéresse aux manifestations des conservatismes et des fondamentalismes religieux notamment en ce qui a trait à leur impact sur le genre et les rapports sociaux de sexe. Elle publie régulièrement dans diverses revues ou ouvrages académiques au sujet de la situation des femmes dans l'Église catholique. Elle est co-fondatrice de la collective de femmes chrétiennes et féministes L'autre Parole et y milite activement depuis sa fondation en 1976.

PANÉLISTES



© Université de Sherbrooke

SAMI AOUN

Directeur de l'Observatoire du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord -
Chaire Raoul-Dandurand - UQAM - Participant au Synode de Rome

Sami Aoun Ph.D est professeur émérite de l'École de politique appliquée (ÉPA) de l'Université de Sherbrooke. Il est directeur de l'Observatoire du Moyen Orient et l'Afrique du Nord (OMAN) à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM et directeur du Comité scientifique et co-fondateur de la Chaire Unesco sur la radicalisation et l'extrémisme violent. En plus d'être professeur au Centre d'études du religieux contemporain (CERC) de l'Université de Sherbrooke, M. Aoun est chercheur au Centre de recherche Société, Droit et Religions, de l'Université de Sherbrooke (SoDRUS). Conférencier et analyste pour les médias concernant l'actualité au Moyen-Orient, il est l'auteur de plusieurs publications.



© Marie Bergeron

MARIE BERGERON

Membre du conseil d'administration de Femmes et Ministères, ex-conseillère syndicale à la négociation nationale et à l'équité salariale à la FSSS-CSN

Marie Bergeron, détentrice d'une maîtrise en théologie de l'Université Laval, a été chargée de cours pendant plusieurs années. C'est une féministe militante, tant dans le milieu syndical qu'ecclésial. Au sein de la CSN, elle a pris part à la négociation nationale ainsi qu'au dossier de l'équité salariale. Elle est également membre du conseil d'administration de Femmes et Ministères.



CATHERINE CLIFFORD

Professeure de théologie systématique et historique
à l'Université Saint-Paul - Participante au Synode de Rome

Catherine Clifford est professeure de théologie systématique et historique à l'Université Saint-Paul à Ottawa. Ses recherches et ses publications portent sur l'ecclésiologie, l'œcuménisme et l'histoire du Concile Vatican II, avec un accent sur la compréhension de la conversion et du renouveau des églises, le développement des doctrines, et l'unité et la diversité des communautés chrétiennes au sein du mouvement chrétien mondial. En 2003, elle a codirigé, avec Massimo Faggioli, *The Oxford Handbook of Vatican II*, Oxford University Press.



PAULINE CÔTÉ

Professeure titulaire au Département de Science politique de
l'Université Laval, spécialiste de politiques publiques

Pauline Côté est professeure titulaire au Département de Science politique de l'Université Laval et directrice des programmes de 1er cycle. Chercheuse, elle s'intéresse à l'État face aux minorités religieuses, aux politiques publiques, à la religion et à la laïcité. Depuis 2000, elle a publié régulièrement dans des revues scientifiques et dirigé des ouvrages traitant de diversité religieuse, de la Charte des valeurs, des accommodements religieux ou de la régulation par l'État de la question religieuse.



JEAN-FRANÇOIS GAUDREULT-DESBIENS

Professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université de Montréal

Jean-François Gaudreault-DesBiens est professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, dont il fut doyen de 2015 à 2019 et où il a été titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les identités juridiques et culturelles nord-américaines et comparées. Il est présentement vice-recteur à la planification et à la communication stratégiques à l'Université de Montréal. Il a enseigné auparavant aux universités de Toronto et McGill. Il a aussi été professeur invité de plusieurs universités à l'international, notamment en France. Ses principaux domaines de recherche sont le droit constitutionnel (canadien et comparé), particulièrement en ce qui a trait au fédéralisme et aux libertés fondamentales, et l'anthropologie du droit. Il a publié plusieurs ouvrages et plus d'une centaine d'articles en français, anglais, espagnol, portugais, catalan et mandarin.



LOUIS-PHILIPPE LAMPRON

Professeur titulaire de la Faculté de droit de l'Université Laval - Chercheur au sein du Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie (CRIDAQ)

Louis-Philippe Lampron est professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université Laval, chercheur régulier au sein du Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie (CRIDAQ) et co-porte-parole du Groupe d'étude en droits et libertés de la Faculté. Ses intérêts de recherche portent sur la protection des droits humains au Canada et au niveau international. Au cours des dernières années, il s'est particulièrement intéressé aux enjeux juridiques liés à la mise en œuvre des libertés fondamentales et du droit à l'égalité, en intervenant publiquement et en publiant plusieurs articles de même que les ouvrages *Maudites Chartes : 10 ans d'assauts contre la démocratie des droits et libertés* (2022) et *La Hiérarchie des droits - convictions religieuses et droits fondamentaux au Canada* (2011).



SOLANGE LEFEBVRE

Titulaire de la Chaire en gestion de la diversité culturelle et religieuse et professeure à l'Institut d'études religieuses - Université de Montréal

Solange Lefebvre, théologienne et anthropologue, est titulaire de la Chaire en gestion de la diversité culturelle et religieuse, cotitulaire de la Chaire France-Québec sur la liberté d'expression, membre de la Société royale du Canada et directrice du Centre interdisciplinaire de recherche sur les religions et les spiritualités de l'Université de Montréal. Elle collabore depuis 15 ans avec de larges équipes internationales comparatives. Consultée par les médias, organisations privées et publiques, elle compte près de 220 publications scientifiques.



MARIE MALAVOY

Présidente du Comité des femmes du Cercle des ex-parlementaires du Québec

Marie Malavoy préside le Comité des femmes du Cercle des ex-parlementaires du Québec depuis juillet 2016. Avant sa carrière politique, elle a été professeure au Département de service social de l'Université de Sherbrooke de 1977 à 1983 et doyenne, de 1988 à 1992, de la Faculté des lettres et sciences humaines.

Madame Malavoy a été élue députée du Parti Québécois (PQ) dans Sherbrooke en 1994. Elle a été première vice-présidente du PQ de 2000 à 2005. Elle a de nouveau été élue députée dans Taillon lors d'une élection partielle en 2006, puis réélue en 2007, en 2008 et en 2012. Elle a été ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport de 2012 à 2014.



ANTOINE ROBITAILLE

Journaliste, chroniqueur au Journal de Montréal et animateur à QUB radio

Antoine Robitaille est chroniqueur politique et analyste à l'Assemblée nationale pour le Journal (Montréal et Québec), TVA et LCN. Il anime depuis 2018 l'émission *Là-haut sur la colline* à QUB Radio. Il a co-dirigé les enquêtes journalistiques au cœur des séries documentaires *Le dernier felquiste* et *Claude Morin : un jeu dangereux*, diffusées sur Vrai. Membre fondateur de la revue *Argument*, longtemps journaliste au *Devoir*, il a aussi enseigné au niveau collégial.



MICHÈLE STANTON-JEAN

Historienne et auteure, ex-conseillère de haut niveau (gouvernements du Québec et du Canada, UNESCO), militante pour la participation citoyenne des aîné.e.s

Michèle Stanton-Jean est membre du Conseil citoyen du réseau résilience aîné.es de Montréal et chercheure invitée au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal. D'abord historienne, docteure en sciences humaines appliquées (option bioéthique), elle a occupé de nombreux postes dans la haute fonction publique des gouvernements québécois et fédéral ainsi que dans les organisations internationales. Elle a été sous-ministre de la santé du Canada (1993-1998), présidente du comité international de bioéthique de l'UNESCO (2002-2005), représentante du Québec à l'UNESCO (Paris) de 2011 à 2014, conseillère spéciale du ministre des Affaires Étrangères du Canada en matière de Santé et d'affaires sociales, à Bruxelles (1998-2000).

Elle est auteure et co-auteure de nombreux livres et articles en éducation, santé, histoire et bioéthique dont *l'Histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*.

PRÉSENTATION DU GROUPE FEMMES, POLITIQUE ET DÉMOCRATIE

Créé en 1999, le Groupe Femmes, Politique et Démocratie (GFPD) est un organisme autonome d'éducation populaire, à but non lucratif. Il est indépendant de tout parti et de façon plus générale, de tout groupe de revendication. La mission du GFPD est d'outiller la population en général, et plus particulièrement les femmes, à l'action citoyenne et démocratique, de promouvoir une plus grande participation des femmes à la vie politique et de soutenir auprès de toutes et tous, l'exercice plein et entier de la citoyenneté.

Objectifs

- Accroître au sein de la population la connaissance des institutions démocratiques québécoises et ainsi contribuer à la mobilisation et au dynamisme national, régional et local;
- Atteindre la parité au sein des diverses sphères décisionnelles et dans les lieux de pouvoir.

Afin d'atteindre ses objectifs, le Groupe Femmes, Politique et Démocratie intervient couramment dans la sphère publique par le biais des instances démocratiques et dans les médias. Le GFPD travaille en collaboration avec de nombreux partenaires locaux, régionaux et nationaux tels que les partis politiques, les unions municipales, les réseaux d'élues dans plusieurs régions, les tables de concertation et de nombreuses associations. Il est aussi en lien avec les milieux universitaires.

Interventions

Depuis 2005, le GFPD a appuyé et proposé de nombreuses mesures visant une représentation paritaire des femmes et des hommes au sein des instances démocratiques québécoises et canadiennes ainsi que dans les lieux de pouvoir. En voici un aperçu :

- Mode de scrutin proportionnel mixte;
- Élections à date fixe à tous les paliers de gouvernement et limitations aux mandats gouvernementaux;
- Inscription dans la Loi électorale de la parité des candidatures;
- Bonification d'allocation pour le recrutement, l'accueil, l'accompagnement et le soutien des candidates, aux partis politiques atteignant la zone de parité.



GROUPE
femmes
POLITIQUE
DÉMOCRATIE

PRÉSENTATION DE FEMMES ET MINISTÈRES

Le réseau Femmes et Ministères, ce sont des femmes et des hommes, membres de l'Église catholique, qui militent ensemble pour une égalité de fait et de droit entre les femmes et les hommes dans l'Église. Nous sommes convaincues que pour mettre fin à une vision patriarcale et hiérarchique, il importe d'inclure la voix et l'expérience des femmes dans la gouvernance. Dans l'Église, le mot ministère désigne les fonctions assumées par les ministres ordonnés, soit les évêques, les prêtres et les diacres. Les femmes sont actuellement exclues de tous ces ministères, donc des fonctions où elles pourraient exercer un réel pouvoir et prendre part aux décisions, comme elles le font dans la société civile.

Malgré les résistances, les espoirs étaient permis jusqu'à la déclaration du pape Jean-Paul II en 1994 : *La charge d'enseigner et de gouverner les fidèles est exclusivement réservée à des hommes. Cette position doit être définitivement tenue par tous les fidèles de l'Église.* Malgré cette porte fermée, le réseau Femmes et Ministères résiste toujours. Toutefois, après 40 ans de lutte, nous sommes conscientes que pour réussir, il est essentiel d'inviter d'autres féministes à nous accompagner dans nos convictions et nos revendications.

Nous avons une page Facebook @[femmesministeres](#), un site Web [femmes-ministeres.org](#) très bien garni... Mais nous devons élargir nos solidarités, créer des alliances avec d'autres personnes, croyantes ou non, partageant avec nous la conviction profonde qu'hommes et femmes doivent être égaux à tous les niveaux. Le dernier bastion où il est impossible d'avancer, c'est dans l'Église. La venue de femmes en politique a amené des progrès dans les politiques publiques, il est certain qu'il en sera de même dans l'Église si les femmes peuvent accéder à tous les niveaux de gouvernance.



PRÉSENTATION DE L'AUTRE PAROLE

L'autre Parole est une collective féministe et chrétienne, active au Québec depuis 1976, et qui regroupe des femmes de tous âges et de tous horizons. Nous nous sommes données un espace pour vivre, repenser et célébrer le message libérateur des évangiles. Conscientes des liens étroits qui existent entre toutes les formes de domination tant civile que religieuse, nous travaillons:

- À nous réapproprier la tradition chrétienne, ses pratiques et ses discours;
- Nous inscrire dans des réseaux de solidarité avec des personnes en quête de justice et d'égalité

Par la collective, des femmes osent rompre leur isolement, libérer leur parole, vivre la sororité et la solidarité. Nous choisissons le partage en petits groupes, créant ainsi un lieu de support, d'échange, de vérification et d'élaboration d'une parole autre.

Peu de chrétiennes s'identifient comme féministes et peu de féministes acceptent d'investir le champ du religieux. Pourtant L'autre Parole fait le pari qu'il est possible de se vivre à la fois comme chrétienne et comme féministe et que la participation à la lutte de libération des femmes constitue un élément clé de la réalisation de l'option chrétienne.

À noter que c'est uniquement sous le signe du bénévolat et de la militance que la collective perpétue depuis plus de 40 ans son existence, ses réflexions, ses écrits et sa participation à des activités et à des groupes de militance féministe. Ensemble, nous réécrivons le sacré à la lumière de notre féminisme.





GROUPE
femmes
POLITIQUE
DÉMOCRATIE


L'autre Parole
COLLECTIVE FÉMINISTE et CHRÉTIENNE

FEMMES

ET
MINISTÈRES

GROUPE FEMMES, POLITIQUE ET DÉMOCRATIE

801, GRANDE ALLÉE OUEST, BUREAU 130
QUÉBEC (QUÉBEC) G1S 1C1
TÉLÉPHONE: **418 658-8810**